



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du curé Marion
Antenne de Lons-le-Saunier
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECKES GRANINI FRANCE SNC

138 rue Lavoisier
Z.I. Sud
71000 Mâcon

Références : JCB/MB/2025/L_334
Code AIOT : 0005401124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement ECKES GRANINI FRANCE SNC implanté 138 rue Lavoisier Z.I. Sud 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 30/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été menée pour contrôler la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 septembre 2022, qui faisait suite à des non-conformités relevées lors de l'inspection du 3 août 2022.

L'inspection a porté principalement sur :

- la gestion des prélèvements dans l'eau, dans le cadre de l'action régionale sécheresse,
- les rejets aqueux, dans le cadre de l'action nationale correspondante menée en 2025

concernant les industries agro-alimentaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECKES GRANINI FRANCE SNC
- 138 rue Lavoisier Z.I. Sud 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la préparation et le conditionnement de jus de fruits, notamment des « purs jus » sans ajout d'eau et des jus à base de concentré (boissons et nectars). Il dispose de plusieurs lignes d'embouteillage et sa production annuelle est de l'ordre de 150 000 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- AR - 3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Etude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.5	Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure	3 mois
5	Réduction des prélèvements - alerte renforcée	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4	Demande d'action corrective	6 mois
7	Surveillance et qualité des rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 13/06/2022, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 13/06/2022, article 4.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prélèvements en eau - niveau de restriction	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1	Sans objet
3	Historique des réductions des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1	Levée de mise en demeure
6	pH des rejets des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 13/06/2022, article 4.3.9.1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 18 mars 2025 a permis de contrôler la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 septembre 2022. En réponse, l'exploitant a fourni les documents attendus, notamment l'historique de ses actions de réduction des consommations d'eau et le diagnostic ainsi que les études sur les actions à mettre en œuvre pour réduire sa consommation d'eau. De plus, les actions correctives concernant le traitement du pH des rejets ont été mises en œuvre et leur efficacité a été constatée. L'inspection propose en conséquence la levée de la mise en demeure pour les points contrôlés.

En ce qui concerne les mesures de sobriété hydrique en période de sécheresse, l'exploitant a mis en place un plan interne visant une réduction de 25% des consommations d'eau en situation d'alerte renforcée. Il justifie la difficulté à atteindre des objectifs plus stricts par les contraintes spécifiques à l'industrie agroalimentaire. L'inspection note que ce niveau de réduction nécessitant une exemption doit être justifié sur la base d'un plan de sobriété hydrique. Par ailleurs, elle note que les enregistrements des actions et des économies d'eau réalisées ne sont pas toujours formalisés pour prouver les réductions spécifiques aux épisodes de sécheresse.

Concernant la qualité des rejets aqueux, l'autosurveillance a révélé plusieurs non-conformités entre janvier et juillet 2025. Des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) ont été constatés pour des paramètres à suivi fréquent comme la DCO, la DBO5 et l'azote global. De plus, la campagne de mesure de mai 2025 a montré des dépassements des limites de flux pour les chlorures, plusieurs métaux (zinc, nickel, cuivre, chrome, manganèse) et le chloroforme. L'inspection demande à l'exploitant de mener des investigations pour définir les actions correctives nécessaires sous un délai de trois mois afin de garantir le respect des valeurs limites d'émissions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2022, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée :
Les prélèvements autorisés sont limités aux origine et consommations suivantes:

- réseau communal de MÂCON : 2000 m³/an ;
- eaux souterraines (nappe d'accompagnement de la Saône, code aquifère 710IG01, code masse d'eau FRDG361) : 2000 m³/j et 450 000 m³/an.

Constats :

- Limite annuelle pour les eaux souterraines (puits) : la consommation de 351 509 m³ en 2024 est largement inférieure à la limite annuelle. L'établissement n'a pas dépassé le volume maximal annuel autorisé pour l'eau de forage.
- Limite annuelle pour l'eau de ville : la consommation de 636 m³ en 2024 est également bien inférieure à la limite. Un dépassement avait été constaté en 2023 (2 073 m³ ou 2 180 m³) dû à des vidanges imprévues de la cuve incendie, mais le problème a été résolu depuis, comme le confirment les chiffres de 2024.
- Limite journalière pour les eaux souterraines (puits) : les relevés quotidiens pour 2022 montraient des dépassements fréquents, notamment en raison de l'absence de relevés le week-end et de la production de jus à base de concentrés. Pour y remédier, ECKES Granini a travaillé à la mise en place d'un télé-relevé pour un suivi journalier, avec des alertes en cas de dépassement (mis en oeuvre en 2023). Il n'a pas été constaté de dépassement du volume journalier en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements en eau - niveau de restriction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse

Prescription contrôlée :

Lors de l'atteinte d'un niveau de restriction (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise) [...], l'exploitant met en œuvre [...] les mesures spécifiques suivantes, et ce, en complément des prescriptions encadrant déjà l'exploitation des installations :

- Un suivi renforcé des consommations est mis en place (par exemple passage d'une fréquence journalière à 2 fois par jour).
- L'exploitant intègre, dans son processus de suivi des consommations d'eau, un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils de sécheresse.
- L'arrosage des pelouses ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers...) sauf pour raisons de sécurité et de salubrité.
- Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.
- Les tests à l'eau (essais périodiques de défense contre l'incendie, tests d'étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité.
- Les économies d'eau réalisées à la suite de la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Les prélèvements d'eau liés à la lutte contre un incendie ou à la mise en sécurité des installations du site nécessitant d'être arrêtées ne sont pas concernés par les dispositions précédentes.

[...]

Constats :

<p>L'exploitant a mis en place une procédure interne "sécheresse" qui est affichée et communiquée au personnel. Cette procédure prévoit un renforcement du suivi des consommations (passage à un relevé quotidien en cas d'alerte), une veille active sur le site Propluvia, et l'arrêt des usages non essentiels comme l'arrosage des espaces verts et le lavage des véhicules. Les tests incendie sont reportés hors des périodes de sécheresse lorsque cela est possible. L'exploitant a identifié les opérations de lavage pouvant être reportées.</p> <p>Le suivi des consommations est renforcé en période de sécheresse, avec un passage à une fréquence journalière pour les prélèvements sur la nappe (vérification journalière de la valeur de consommation, y compris en l'absence d'alerte remontée par l'outil de suivi).</p> <p>Un plan interne visant une réduction de 25% des consommations d'eau est en place, identifiant les lignes de production prioritaires à arrêter en cas de nécessité. Des pistes de réduction à moyen/long terme, comme la récupération d'eau, sont à l'étude.</p> <p>Les systèmes de refroidissement fonctionnent en circuit fermé (tours aéroréfrigérantes - TAR) et semi-ouvert (tunnels de refroidissement), avec une réutilisation de l'eau technologique entre les bacs de refroidissement. Les contraintes liées à l'activité agroalimentaire (interdiction de contact alimentaire) limitent les possibilités de réutilisation des eaux.</p> <p>Le système d'arrosage des pelouses a été démantelé et l'arrosage est désormais naturel. Le lavage des véhicules commerciaux est externalisé. Le lavage des sols et ateliers est maintenu pour des raisons de salubrité et sécurité.</p> <p>Les tests à l'eau, notamment les essais périodiques de défense contre l'incendie (sprinklage), sont limités (300 l/semaine) et l'eau est réutilisée.</p> <p>L'exploitant est conscient que la future ligne de bouteilles consignées augmentera la consommation d'eau (loi Climat et Résilience) et prévoit de compenser cette augmentation par des économies d'eau sur d'autres postes pour maintenir la consommation globale sous les seuils autorisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Historique des réductions des consommations d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.1.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 12 juin 2020, article 3.1.1.1</u></p> <p>[...] Avant le 20 juin 2020, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmet à l'inspection des installations classées une synthèse de l'historique des efforts mis en place jusqu'à présent afin de réduire les consommations d'eau (investissement, infrastructure, adaptation de la production, restriction...). <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 septembre 2022, point 1 de l'article 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : en remettant la synthèse de l'historique des efforts mis en place jusqu'à présent afin de réduire les consommations d'eau (investissements, infrastructures et équipements, adaptations de la production, etc) ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par courrier en date du 19 mars 2025 les éléments attendus. Ce document</p>

détaille les études et actions réalisées entre 2022 et 2025, avec les coûts et gains associés, comme l'optimisation des rejets des NEP (Nettoyage en Place), la réduction du volume des pousses à l'eau, et le bouclage de l'eau de refroidissement sur la ligne PET SERAC. Le document présente également un historique qualitatif des consommations depuis 2001, en expliquant les évolutions en lien avec les changements de lignes de production. L'exploitant justifie la difficulté à fournir des données chiffrées antérieures à 2022 par l'absence d'un suivi analytique des projets à cette époque. Les éléments fournis répondent à l'exigence de la mise en demeure

L'exploitant ECKES Granini a ainsi pu fournir un historique détaillé de ses efforts de réduction des consommations d'eau à partir de 2022. Bien qu'une synthèse de l'historique des efforts était requise par l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 avant le 20 juin 2020, et qu'une mise en demeure a été émise en septembre 2022 en raison de l'absence de ce document, l'entreprise a indiqué qu'elle ne disposait pas d'éléments détaillés pour les actions antérieures à 2022 dont l'impact sur la consommation de l'eau n'étaient pas suivi. Les efforts antérieurs à cette date sont décrits de manière plus générale, souvent sans quantification des coûts ou des gains spécifiques en eau. Voici l'historique des efforts mis en place, en distinguant la période où les informations détaillées sont disponibles et les périodes antérieures avec des données plus générales :

Historique Détaillé des Efforts (2022-2025)

Les actions et études menées depuis 2022 sont plus précisément documentées :

• 2022 :

Étude d'économies d'eau sur l'arrosage des garnitures de pompe des pasteurisateurs (GEA / ALPHITAN) : Coût estimé à 60 000 € pour 10 pompes. Le projet n'a pas été réalisé en raison d'un risque accru de casse des garnitures. Les gains prévisionnels étaient de 20 000 m³.

Étude de bouclage d'eau en sortie de rinceuse de la ligne Verre pour réutilisation sur le tunnel de refroidissement (ROBERT BAS) : Coût de 10 000 €. Non réalisé car l'eau était jugée trop chargée pour être réutilisée sans traitement. Les gains prévisionnels étaient de 11 000 m³.

Lancement d'une étude technico-économique avec DEKRA pour cartographier les consommations d'eau et définir un plan d'action de réduction. Cette étude a mis en évidence des difficultés liées à la fiabilité des compteurs et à l'absence de comptage sur certains postes majeurs.

Projet de mise en place d'un télé-relevé pour le suivi journalier des consommations d'eau des puits, afin de résoudre les dépassements ponctuels des valeurs maximales journalières autorisées, particulièrement les week-ends sans relevé manuel. Ce système devait inclure des alertes en cas de dépassement

• 2023 :

Optimisation des rejets des Nettoyages. Réalisée en janvier 2023 par des ressources internes, avec un gain estimé à environ 1 000 m³/an.

Réduction du volume des pousses à l'eau entre les jus sur le process de Préparation des jus de fruits : Volume réduit de 500L à 100L par pousse. Réalisée en avril 2023 par des ressources internes, avec un gain de 1 348 m³/an.

Récupération de l'eau de refroidissement du groupe motopompe diesel du système de sprinklage (AXIMA (EQUANS)) : Coût de 8 323,00 € HT. Réalisée en juin 2023, avec un gain de 312 m³/an (eau de ville).

Bouclage de l'eau de refroidissement CIP SIP sur la ligne PET SERAC (SARL GUY FREDERIC) : Coût de 3 709,00 € HT. Réalisée en août 2023, avec un gain significatif de 22 000 m³/an.

• 2024 :

Installation de 10 nouveaux compteurs d'eau (Lignes Verre, SERAC, pompes) (ROBERT BAS) : Coût de 12 540,00 € HT. Réalisée en février 2024. Objectif : amélioration du plan de comptage et du suivi en direct via la supervision.

<p>Installation de détecteurs automatiques pour les urinoirs et de mitigeurs TEMPOMIX sur les lavabos et blocs douches de tous les sanitaires du site (LORON PLOMBERIE) : Coût de 5 935,00 € HT. Réalisée en mars 2024. Objectif : 85% d'économies d'eau par an dans ces zones.</p> <p>Sécurisation du réseau d'eau de ville et du système de sprinklage (AXIMA (EQUANS)) : Coût de 12 685,62 € HT. Réalisée en novembre 2024. Inclut l'installation d'une vanne d'isolement, clapet anti-retour, compteur d'eau, mise sous alarme de la vanne, et sonde de pression pour éviter la vidange complète du réseau enterré.</p> <p>Installation de 2 nouveaux débitmètres : Rejets d'eaux usées du bâtiment technique et Pousses à l'eau du bâtiment préparation. Remontée sur la supervision pour lecture du débit en direct (ROBERT BAS + CERTINERGY) : Coût de 10 584,00 € HT. Réalisée en février 2024. Objectif : amélioration du plan de comptage.</p> <p>Mise en service d'une nouvelle bache de neutralisation des effluents industriels en juin 2024, augmentant la capacité de stockage de 30 m³ à 500 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Etude technico-économique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/06/2020, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 12 juin 2020, article 3.5</u></p> <p>L'exploitant met en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un retour d'expérience au vu des épisodes de sécheresse des années 2018 et 2019 ; • un diagnostic détaillé des consommations d'eau des procédés industriels et des autres usages sur le site (usages domestiques, arrosages, lavages...) ; • une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des prélèvements d'eau dans le milieu naturel ou sur le réseau de distribution et/ou des rejets aqueux dans le milieu naturel ou en station d'épuration externe. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaire lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte. <p>Le diagnostic ci-dessus comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment : type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ; • les quantités d'eau indispensables aux procédés industriels ; • les quantités d'eau nécessaires aux procédés industriels, mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ; • les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des procédés industriels et parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ; • les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ; <p>[...]</p> <p>Ces actions de gestion des prélèvements d'eau et des rejets aqueux sont proposées avec un échéancier [...].</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 septembre 2022, point 2 de l'article 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : en remettant le

diagnostic détaillé des consommations d'eau et l'étude technico-économique sur les solutions possibles de leur réduction, dont les contenus respectifs sont conformes aux prescriptions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 susvisé, et prenant en compte les pistes mentionnées par l'exploitant dans son dossier de réexamen IED complété pour la dernière fois le 19 août 2021.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser deux études par des bureaux d'études spécialisés (DEKRA en 2022 et AQUASSAY en 2024). L'étude la plus récente d'AQUASSAY, finalisée en juin 2024, présente une cartographie détaillée des usages de l'eau, un bilan quantitatif et qualitatif, et identifie plusieurs pistes de réduction des consommations chiffrées, telles que l'optimisation des osmoseurs et la réutilisation des eaux de rinçage et de refroidissement. Ces documents, complétés par la synthèse du 19 mars 2025, répondent de manière complète aux exigences de la mise en demeure.

Pour ce qui est du "Retour d'Expérience 2018-2019", les plans actions entreprises et le diagnostic global des deux études témoignent d'une prise en compte de ces épisodes. Tel que l'illustre le remplacement d'un osmoseur en 2018 avec un meilleur taux de conversion (de 50% à 75%) et l'acquisition du logiciel OPTICIP en 2018-2019 pour optimiser les programmes de nettoyage et de rinçage.

Le plan d'action a été défini et traduit en investissement comme précisé ci-dessus.

L'exploitant a mis en place un "Rapport de consommation" permettant le suivi détaillé des consommations. Ce rapport fournit :

Les volumes quotidiens et annuels cumulés des prélèvements des Puits

Les volumes quotidiens et annuels cumulés des rejets à la station d'épuration (STEP).

Un graphique du suivi horaire des consommations des puits.

Un graphique du suivi horaire des rejets STEP.

Projets et études prévues :

Avis AQUASSAY sur l'Optimisation des consommations d'eau sur la future ligne Verre consignée : inclura le rinçage des bouteilles à l'air, la réutilisation de l'eau de rinçage de la laveuse de bouteilles dans la laveuse de caisses, l'utilisation de garnitures de pompe sèches, et l'installation de compteurs entrée/sortie sur chaque installation. Le coût est de 5 000,00 € HT, avec un avis attendu pour le 2ème trimestre 2025.

Gains prévisionnels identifiés par AQUASSAY : Une étude a identifié un potentiel d'économie de 106 220 m³/an (environ 35,6 % de la consommation totale du site) via des projets tels que la réutilisation des eaux de NEP (1 000 m³/an), l'optimisation des osmoseurs (26 320 m³/an), la réutilisation des eaux de rinçage des bouteilles/bouchons (24 660 m³/an), la réutilisation des eaux de refroidissement (44 865 m³/an) et la réutilisation des pousses entre deux jus (9 375 m³/an).

Installation d'une nouvelle ligne Verre consignée : Prévue pour 2025. Cette ligne, bien que plus consommatrice d'eau par nature (lavage des bouteilles et caisses), intégrera des innovations pour limiter sa consommation. L'objectif est de compenser cette augmentation par d'autres efforts afin de ne pas dépasser la limite annuelle de 450 000 m³.

En conclusion, l'exploitant a engagé les actions prescrites et fournit l'étude et diagnostic demandé. En revanche, contrairement à la prescription de l'arrêté préfectoral du 12 juin 2020 (article 3.5), l'étude technico-économique n'étudie pas les mesures à prendre en situation de

sécheresse et les actions découlant de cette étude ne sont pas proposées avec un échéancier. L'exploitant doit corriger ces deux points, et les actions correctives mises en oeuvre reste jugées suffisantes à ce stade pour lever la mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir un plan d'action intégrant les mesures à prendre en situation de sécheresse et fournir un échéancier sur les trois prochaines années.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Réduction des prélèvements - alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Prescription contrôlée : <u>Arrêté cadre interdépartemental du 15 juillet 2024 (gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône)</u> Hors cas d'exemption : réduction des prélèvements par rapport au volume de référence de 25% en situation d'alerte et de 50% en situation d'alerte renforcée. En situation de crise, seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et ou consommation plafonnée à 50% par rapport au volume de référence. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle. Pour les prélèvements de plus de 10 000 m ³ /an, des réductions de prélèvement d'eau de respectivement 5, 10 et 25 % pour les niveaux d'alerte, alerte renforcée et crise par rapport au volume de référence sont un objectif cible à viser minima au travers des plans de sobriété hydrique ou dans les arrêtés préfectoraux fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse le cas échéant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie dans l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : L'exploitant a un plan de réduction interne visant 25% de réduction des consommations d'eau en situation d'alerte renforcée et donc non conforme aux valeurs attendues à savoir 50%. L'exploitant justifie la difficulté à atteindre des réductions plus importantes par les contraintes spécifiques à l'industrie agroalimentaire, où la réduction des fréquences de désinfection ou des quantités d'eau impacte directement la sécurité sanitaire et la production.

<p>Des pistes d'économies d'eau sont envisagées (récupération d'eau, optimisation des garnitures de pompe), et un effort est fait pour compenser l'augmentation de consommation liée à la future ligne de bouteilles consignées.</p> <p>Les enregistrements des consommations et des actions ne sont pas toujours formalisés pour prouver les réductions spécifiques aux épisodes de sécheresse.</p> <p>Pour bénéficier d'une exemption, l'exploitant doit démontrer que ses besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles, doit être établi et mis à la disposition en cas de contrôle. Les éléments présentés sont partiels par rapport aux attentes d'un plan de sobriété hydrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Respecter les mesures de réduction (alerte, alerte renforcée) ou d'interdiction (crise) des usages de l'eau en période de sécheresse fixée par l'arrêté cadre interdépartemental du 15 juillet 2024, ou établir un plan de sobriété hydrique conforme aux dispositions de cet arrêté et répondant aux attentes de l'inspection des installations classées. En l'absence de publication sur le site internet de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, l'exploitant se référera aux orientations données sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes : https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : pH des rejets des eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2022, article 4.3.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, pH des eaux résiduaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté préfectoral du 13 juin 2022, article 4.3.9.1</u> Le pH est compris entre 5.5 et 8.5 (9.5 si neutralisation alcaline) - mesure en continu</p> <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 septembre 2022, point 3 de l'article 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : en transmettant un plan d'action avec fixation d'échéances permettant le retour à des valeurs de pH conformes au niveau des rejets d'eaux résiduaires ; • dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté : en transmettant les documents attestant de la mise en œuvre du plan d'action des solutions techniques retenues, • dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté : en respectant les valeurs limites de pH applicables aux eaux résiduaires. À cet effet, les résultats d'autosurveillance devront être conformes sur une période minimale d'un mois. <p><u>Arrêté préfectoral du 13 juin 2022, article 4.3.7</u> Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.</p>

Constats :

En réponse à la prescription concernant le pH des rejets d'eaux résiduelles et à la mise en demeure de l'APMD DCL-BRENV-2022-259-2 du 16 septembre 2022, l'établissement ECKES GRANINI FRANCE SNC a entrepris plusieurs actions pour se conformer aux exigences.

Situation Initiale (avant mise en demeure)

Lors d'une inspection préalable, dont les constats ont mené à la mise en demeure, il avait été relevé que les dépassements de pH, constatés depuis l'inspection du 16 mars 2021, persistaient. Plus précisément, les valeurs limites d'émission (VLE) de pH étaient dépassées jusqu'à deux fois, 31% du temps sur les douze derniers mois précédant l'inspection d'août 2022. L'exploitant avait alors déjà indiqué que le projet de redimensionnement de sa station de prétraitement avait pris du retard.

Actions mises en œuvre en réponse à la mise en demeure

a) Transmission d'un plan d'action (délai de 3 mois - avant 16/12/2022)

Bien qu'un document spécifique explicitement nommé "plan d'action pH" transmis en décembre 2022 ne soit pas directement fourni, l'établissement a mené une étude technico-économique détaillée avec la société DEKRA INDUSTRIAL, dont le rapport a été remis aux alentours de septembre/octobre 2022. Une lettre de la DREAL du 2 novembre 2022 demandait des compléments à cette étude, notamment des échéances pour les actions.

Cette étude technico-économique incluait des axes d'amélioration qui touchent directement au contrôle du pH et à la gestion des effluents :

- Optimisation des Nettoyages En Place (NEP) : L'étude a analysé le fonctionnement des NEP (conditionnement et préparation) pour identifier des gains d'eau et de produits chimiques. Les rinçages intermédiaires et finaux peuvent être réduits en durée, avec une validation par mesure de pH pour assurer la neutralité avant la reprise de la production. Ce contrôle précis du pH des eaux de rinçage est crucial pour éviter la contamination chimique des aliments. L'acquisition du logiciel OPTICIP de Siemens a permis d'optimiser les programmes de NEP et de rinçage grâce aux mesures de conductivité et de pH, conduisant à des économies d'eau et de produits chimiques.
- Gestion des fronts de dilution : Des problèmes de fronts de dilution longs, qui provoquent des risques de non-qualité des rinçages et des pertes d'eau et de solutions, ont été identifiés. Des méthodes de réduction de ces durées ont été étudiées, telles que la pousse à l'air en fin de phases alcalines et acides, la pousse à la boule, l'ouverture d'un point bas pour la fin de vidange, et l'amélioration de la capacité de reprise de la pompe de retour. Ces actions visent à améliorer le contrôle des rejets, y compris leur pH.

b) Mise en œuvre des solutions techniques (délai de 9 mois - avant 16/06/2023)

- Redimensionnement de la station de prétraitement / Nouvelle bache de neutralisation : Le projet de redimensionnement de la station de prétraitement (qui concerne la neutralisation des effluents) était prévu pour une mise en place des nouveaux équipements début 2023. Une "nouvelle bache de neutralisation" a été mise en place avec une capacité plus élevée, augmentant le temps de contact entre les effluents et les produits chimiques pour une neutralisation plus efficace et une meilleure homogénéisation. Cette modification vise à mieux maîtriser le pH des effluents avant rejet.
- Double acidification : L'entreprise a mis en place une "double acidification" et un "tamponnage naturel avec les jus de fruits. Ce système a spécifiquement aidé à gérer les problèmes de pH survenant notamment pendant les opérations de nettoyage le week-end, où il était difficile d'ajouter suffisamment d'acide.

- Suivi continu et alertes : Le site dispose d'un système de mesure en continu du pH au point de rejet, avec enregistrement des valeurs et déclenchement d'alarmes en cas de dépassement des seuils. Des alertes sont envoyées si le pH dépasse les seuils (par exemple, 8,3).

c) Respect des valeurs limites de pH (délai d'un an - avant 16/09/2023)

Les données du "Rapport de diagnostic préliminaire" de mai 2024 (couvrant l'année 2023) indiquent que l'établissement a enregistré "16% de non-conformité par rapport aux valeurs de pH" au cours de l'année 2023. Cela signifie que, bien que des améliorations aient été apportées et des solutions techniques mises en œuvre, la conformité totale n'était pas encore atteinte de manière constante sur toute l'année.

Cependant, l'inspection du 18 mars 2025 a noté des nettes améliorations du niveau du pH grâce aux données GIDAF malgré quelques dépassements (4 % des contrôles journaliers avec une valeur maximale de 8.8 pour 8.5).. Depuis juin 2024, le seuil de 10% de dépassement des valeurs limites est respecté excepté en février 2025 (10,7%). Cette amélioration significative conduit l'inspection à proposer la levée de la mise en demeure concernant le pH.

En synthèse, l'établissement a démontré des efforts substantiels pour se conformer à la prescription et à la mise en demeure concernant le pH. La mise en place d'une nouvelle bache de neutralisation, l'optimisation des NEP avec un suivi précis du pH, et la "double acidification" ont conduit à de nettes améliorations de la maîtrise du pH des rejets. Même si quelques dépassements des valeurs limites depuis juin 2024 et une non-conformité résiduelle en février 2025 ont été observés, la situation est jugée suffisamment satisfaisante par l'inspection pour envisager la levée de la mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : l'exploitant est invité à poursuivre l'analyse des causes des quelques dépassements de pH encore observés et la mise en œuvre des actions correctives ciblées, potentiellement par une analyse plus fine des variations de charge en temps réel, afin d'optimiser davantage l'efficacité du système de neutralisation et de prévenir tout retour aux problématiques passées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Surveillance et qualité des rejets des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/06/2022, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, rejets des eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

Rejet n°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) :

Débit maximal au point de rejet : 3000 m³/j (1700 en moyenne mensuelle) – mesure en continu

Température : inférieure à 30°C - mesure en continu

Rejet eaux industrielles :

Paramètre	CodeSANDRE	Concentration maximale journalière (mg/L)	Flux maximal journalier (g/j)	Périodicité minimale de mesure

Macropolluants et autres polluants				
MES	1305	600	1100000	Journalière
DCO	1314	2000 1400*à partir du 04/12/2023	6000 000 4200 000* à partir du 04/12/2023	Journalière
Azoteglobal	1551	30	72000	HebdomadaireJ ournalièreà partir du 04/12/2023
Ptotal	1350	3	7200	HebdomadaireJ ournalièreà partir du 04/12/2023
DBO5	1313	800	2400000	Hebdomadaire
Substances spéci fiques au secteur de la transformation de produits d'origine végétal e				
SEH	7464	300	900000	Annuelle
Chlorures	1337	/	20**	TrimestrielleMen suelleà partir du 04/12/2023
Chrome	1389	/	5**	Annuelle
Cuivre	1392	/	5**	Annuelle
Nickel	1386	/	5**	Annuelle
Zinc	1383	/	20**	Annuelle
Trichlorométha ne/ chloroforme	1135	/	2**	Annuelle

Substances concernées par l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921				
THM (somme des trihalométhanes)	3030	1	/	Trimestrielle
Arsenic	1369	0,05	/	Annuelle
Bromure	6505	/	/	Trimestrielle
AOX	1106	1	2000**	Trimestrielle
Substances caractéristiques au titre de l'AM du 02/02/1998 et / ou autres paramètres globaux du secteur				
Indices phénol	1440	0,3	900	Annuelle
Indices cyanures totaux	1390	/	1**	Annuelle
Chrome VI	1371	/	1**	Annuelle
Plomb	1382	/	5**	Annuelle
Manganèse	1394	/	10**	Annuelle
Etain	1380	/	20**	Annuelle
Fer+ Aluminium	7714	/	20**	Annuelle

Hydrocarbures totaux	7009	/	100**	Annuelle
Ions fluorure	7073	/	150**	Annuelle
Autres substances dangereuses				
PentaBDE 99	2916	/	2**	Annuelle

(*) prise en compte des taux d'abattement annuels moyens de la station d'épuration de MÂCON sous réserve de la justification de l'atteinte moyenne annuelle de ces taux : MES :94% ; DCO :93% ; DBO5 :98% ; Phosphore total : 89% ; Azote global : 87%.

(**) flux au-delà duquel la surveillance sera renforcée.

Constats :

L'exploitant assure l'autosurveillance de ses rejets et transmet les données mensuellement via la plateforme GIDAF. L'analyse des rapports de janvier à juillet 2025 met en évidence les points suivants :

Paramètres à suivi fréquent (journalier ou hebdomadaire) :

DCO (Demande Chimique en Oxygène) : Un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) en concentration est constaté en janvier et un autre en juillet. Ces dépassements restent inférieurs au double de la VLE.

DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène) : Un dépassement de la VLE en concentration (852 mg/L pour une VLE de 800 mg/L) est relevé en juillet.

NGL (Azote global) : Deux dépassements de la VLE en concentration sont notés en mars et un en juin, sans jamais atteindre le double de la VLE.

Paramètres à suivi trimestriel ou annuel :

Des dépassements des valeurs limites de flux sont constatés, notamment pour les chlorures (Cl⁻), le zinc (Zn), le nickel (Ni), le cuivre (Cu), le chrome (Cr), le manganèse (Mn) et le chloroforme (CHCl₃) lors de la campagne de mesure de mai 2025.

Continuité des données :

Il est noté des absences de résultats sur de courtes périodes, justifiées par l'exploitant dans les rapports par des pannes de préleveur, des coupures de courant ou des arrêts de production.

NB : l'inspection n'a pas vérifié la nécessité d'actualiser les VLE en regard d'une éventuelle

évolution des taux d'abattement annuels moyens de la station d'épuration de MÂCON.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émissions associées au point de rejet n°1 (eaux résiduaires industrielles). Il lui revient de mener les investigations pour définir et documenter les causes et de mettre en oeuvre les actions correctives nécessaires à cette fin.

Observation : il est rappelé à l'exploitant l'importance de commenter de manière détaillée chaque dépassement dans GIDAF en précisant la cause, l'impact et les actions correctives mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois